

Grève le 18 octobre ! N'attendons plus!

- Pour défendre le système de retraite par répartition
- Pour exiger le retour aux 37,5 annuités pour tou-te-s privé/public
- Pour défendre les services publics et dénoncer les suppressions de postes
- Pour défendre un système de santé solidaire et non pas un système de franchises médicales
- Pour réclamer des emplois stables pour tous et la titularisation immédiate de tous les précaires
- Pour l'abrogation de la loi sur les universités
- Pour le retrait définitif de Base élèves et de tous les systèmes de fichage des élèves
- Pour dénoncer la décentralisation/privatisation de l'éducation nationale (EPEP, transfert des TOS...)
- Pour défendre le droit du travail, les statuts et le droit de grève
- Pour apporter notre soutien à tous les sans papiers pourchassés par le gouvernement : des papiers pour tou-te-s et pas de fichage ADN !
- Pour apporter notre soutien à toutes les victimes de la répression (Florimond Guimard, Roland Veillet, les lycéens, les étudiants, les syndicalistes...)

Alors le 18 octobre soyons nombreux en grève ET dans la rue !

Manifestations : *Toulon : 10h place de la Liberté*

Draguignan : 10h30 Sous-préfecture

Les rassemblements et actions du 29 septembre contre les franchises médicales ont mobilisé trop peu de monde alors que tous les salariés, sans emplois, retraités et étudiants sont concernés. Il faut dire que depuis quelques années, le gouvernement use et abuse de tous les médias pour convaincre le citoyen qu'il est coupable du trou de la sécu !

Après la nouvelle réforme des universités, l'atteinte au droit de grève dans les transports, les lois sur l'immigration, la poursuite de la chasse aux sans papiers, la santé, le gouvernement s'attaque aux régimes spéciaux (avec en toile de fond tout le système de retraite par répartition), au droit du travail et à la fonction publique par une nouvelle diminution du nombre de fonctionnaires, présentés à tort encore et toujours comme des privilégiés. Sans mobilisation de toutes les catégories de personnes concernées, sans solidarité dans les luttes qui doivent nécessairement se mettre en place, ces réformes ne devraient pas poser trop de problèmes au gouvernement. Dans la rue, on s'attendait à un septembre noir, on espérait un octobre rouge... à nous de faire en sorte que la mobilisation contre la casse sociale soit enfin au rendez-vous !

Comme toujours, la mobilisation viendra de la base. Nous devons tout mettre en œuvre pour que la mobilisation prévue le 18 octobre, soit la première étape d'un grand mouvement, à la hauteur de tous les coups que les salariés, retraités, étudiants, précaires, chômeurs, sans papiers reçoivent depuis ces dernières années.

Et à l'Éducation Nationale ?

L'Université n'en fait plus partie. Elle est en cours de privatisation. Les salariés qu'ils soient du premier ou du second degré vont devoir montrer ce qu'ils savent faire pour mériter leur salaire. Mais, là aussi, peu de mobilisations malgré les attaques.

Nous devons, à notre niveau, dans nos établissements mobiliser nos collègues. Convaincre que, si nous sommes nombreux dans la rue, dans les AG, à nous syndiquer, à être actifs au sein de nos syndicats, nos établissements, nous pourrions arrêter cette machine à broyer lancée par le gouvernement.